

Au Soudan, d'un massacre à l'autre

Des exécutions massives ont lieu depuis la prise d'El-Fasher par les Forces de soutien rapide. Ces paramilitaires, établis par l'armée au début des années 2000, ont derrière eux un sombre historique de violences à caractère ethnique.

AUGUSTINE PASSILLY,
ENVOYÉE SPÉCIALE À OMDURMAN (SOUDAN)

Les images des exactions perpétrées en marge de la conquête d'El-Fasher par les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) ont fait le tour du monde. Comme s'il fallait que des centaines, voire des milliers, de Soudanais soient assassinés pour que la guerre ravageant le pays des deux Nils depuis deux ans et demi gagne enfin en visibilité.

A El-Fasher, le dernier chef-lieu du Darfour qui échappait jusque-là aux hommes de Mohamed Hamdan Dagal alias « Hemeti », les images satellitaires datées des 27 et 28 octobre et analysées par l'université Yale révèlent « des éléments compatibles avec des exécutions massives de personnes à l'extérieur d'El-Fasher ». Le calendrier correspond aux deux jours suivant la prise de la sixième division, la dernière base importante de l'armée dans la ville.

Les images captées depuis le ciel montrent de longues traînées rouges, tandis que l'Organisation mondiale de la santé a recensé plus de 460 morts lors d'une tuerie dans le dernier hôpital en fonction d'El-Fasher. L'effroi sus-

cité bien au-delà des frontières soudanaises ne saurait faire oublier que les FSR n'en sont pas à leur premier massacre.

Un racisme ambiant

Situé dans la banlieue sud d'Omdurman, ville jumelle de Khartoum, le quartier de Salha fait partie des derniers de la capitale à avoir été « libérés » par l'armée. « Fin avril, les FSR ont commencé à perpétrer des viols en masse dans les quartiers voisins », explique Abdelaziz Mohamed. Ce grand homme sec a alors loué un camion et obtenu l'autorisation du commandant local des FSR pour organiser l'évacuation de 176 civils, incluant des femmes et des enfants. « A Salha, nous faisons tous partie de la même famille », insiste le témoin.

Lors des nombreux interrogatoires, ils nous demandaient notre ethnique.

Si vous venez du nord, ils pouvaient vous tuer

Mohamed Hamid
Chauffeur Soudanais

”

Moins d'un kilomètre après le départ, planifié vers 4 h 30, juste après la première prière de la journée, le véhicule est intercepté par des FSR et leurs alliés qui ouvrent le feu. « Ils nous ont fait descendre et nous ont frappés avec des tuyaux de canalisation ainsi que l'arrière de leurs fusils », décrit le chef de l'expédition manquée. « Ils nous ont battus jusqu'à ce que nous atteignions trois magasins où ils nous ont enfermés. » Abdelaziz Mohamed est placé,



Les FSR sont accusés d'avoir commis un massacre après avoir conquis El-Fasher. © AFP

lui, à l'isolement, dans une école transformée en poste de police.

Mohamed Hamid, un chauffeur de 62 ans, prend donc le relais du récit glaçant. « Dans le magasin, nous étions six. Un soldat des FSR nous a ordonné d'enlever nos vêtements et de nous allonger par terre. Avant de commencer à tirer, il nous a frappés dans le dos avec des crics et des briques en terre cuite », détaille le survivant. « Puis il a ouvert le feu et a tué un homme. »

Le risque d'engendrer un futur « Hemeti »

Les prisonniers d'un certain âge sont ensuite conduits dans un centre de détention où ils décrivent un racisme ambiant. Les responsables appartenaient pour la plupart aux peuples nouba, nuér et misserya. « Lors des nombreux interrogatoires, ils nous demandaient notre ethnique. Si vous venez du nord, ils

pouvaient vous tuer », affirme Mohamed Hamid. Son fils fait partie de la trentaine de jeunes hommes qui ont été exécutés le 27 avril, dans un massacre documenté par le *Washington Post*.

Les rescapés d'El-Fasher rencontrés par *Le Soir* évoquent, eux aussi, des insultes racistes, allant jusqu'à les qualifier d'« esclaves ». Les paramilitaires ont même été accusés de génocide à l'encontre du peuple masalit, durant les premiers mois de la guerre. « Les crimes commis par les FSR contre les civils sur une base ethnique pendant le conflit actuel nous rappellent les crimes perpétrés il y a vingt ans au Darfour, lorsqu'ils combattaient au nom des troupes régulières des Forces armées soudanaises (FAS) », indique Salma Abdalla, chercheuse en science politique. Officialisées en 2013, les FSR étaient auparavant de simples mili-

Sahara occidental : le triomphe du Maroc n'écarte pas les dou

La diplomatie déployait tous les moyens possibles depuis des années pour convaincre de la « marocanité » du Sahara occidental. L'appui de Trump lui a donné un élan décisif à l'ONU.

BAUDOUIN LOOS

Il n'y a pas à discuter : le vote au Conseil de sécurité des Nations unies ce 31 octobre de la résolution 2.797 sur l'avenir du Sahara occidental constitue un tournant historique dans ce dossier inextricable. Pour la première fois, le plan d'autonomie promu par le Maroc depuis 2007 a été recommandé par le Conseil comme base « afin de parvenir à une solution politique définitive et mutuellement acceptable qui assure l'autodétermination du peuple du Sahara occidental ». Il s'agit d'une incontestable victoire pour le Maroc. Son roi et ses partisans, qui pavoisent avec enthousiasme, ne s'y sont d'ailleurs pas trompés.

Depuis le départ du colonisateur espagnol en 1976, la possession du territoire désertique de 266.000 km² du Sahara occidental qui s'étend le long de l'Atlantique entre le Maroc et la Mauri-



tanie fait l'objet d'une âpre lutte entre le royaume chérifien, qui le considère comme ses « provinces du Sud », et les indépendantistes du Front Polisario, appuyés par l'Algérie, où nombre d'entre eux sont réfugiés dans la région voisine de Tindouf.

Le coup de génie de Hassan II

Le roi Hassan II avait eu un coup de génie en déclenchant le 6 novembre 1975 la « Marche verte » qui avait vu plus de 300.000 Marocains pénétrer pacifiquement dans la colonie espagnole. Une vraie cause nationale, extrêmement populaire, était née. Mais c'était compter sans l'opinion des autochtones, peu nombreux il est vrai, dont beaucoup se sont rassemblés au sein du nouveau Front Polisario. Malgré l'aide algérienne, les Sahraouis durent reculer alors que le Maroc

Les Marocains n'ont pas dissimulé leur allégresse après l'adoption de la résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU. © AFP

s'emparait de 80 % du territoire et érigeait un immense mur de sable pour isoler le reste.

L'ONU entra en jeu en 1991, imposant un cessez-le-feu et un scénario qui prévoyait un référendum d'autodétermination mais aussi une force, la Minurso, pour contribuer à le faire aboutir. Cette consultation populaire n'a jamais eu lieu, les parties en cause se disputant sur les populations autorisées à y participer (le Maroc avait rapidement envoyé des dizaines de milliers de personnes s'installer au Sahara).

Un référendum enterré ?

La résolution 2.797 adoptée au Conseil de sécurité de l'ONU le 31 octobre dernier sonne très probablement le glas du référendum d'autodétermination, même si le Polisario s'y accroche encore et toujours, se fondant sur la re-

conduction du mandat de la Minurso pour un an.

Est-ce donc la fin des espoirs d'indépendance ? « Oui ! », répond au *Soir* la politologue et experte Khadija Mohsen-Finan, de l'Université Paris 1 : « Les parrains de la résolution au Conseil de sécurité ont bien tenté de présenter une sortie honorable qui mentionne le droit à l'autodétermination. Mais il ne faut pas oublier que dans le même temps, Donald Trump a menacé le Front Polisario de l'inclure sur la liste américaine des mouvements terroristes et que le seul et dernier parrain des Sahraouis, l'Algérie, leur tourne le dos. Certes, les Algériens proclameront qu'ils n'abandonneront pas leurs protégés mais après ils mettront, non sans cynisme, la tête dans le sable. »

La paix selon Trump

Avec l'aide de Donald Trump, la diplomatie marocaine a donc réussi en déployant un lobbying intense voire agressif à convaincre une bonne partie de la communauté internationale de se plier à son « plan d'autonomie » pour le Sahara. « Ce développement est le prolongement des « accords d'Abraham » (qui, fin 2020 et déjà sous l'impulsion de Donald Trump, avaient vu quatre pays arabes dont le Maroc reconnaître l'Etat d'Israël, NDLR). En arrière-plan se profile la paix régionale selon Trump, à savoir une étape avant des investissements importants. Américains, Britanniques et Français sont déjà sur